



**Conférence Nationale sur l'Environnement des Affaires  
Pour une nouvelle génération d'investisseurs et  
d'entrepreneurs**

**Intervention de Monsieur Abdellatif Jouahri**

**Wali de Bank Al-Maghrib**

***Rabat, 15 mars 2023***

**Monsieur le Chef du Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Mme la Présidente de l'Association des Régions du Maroc,**

**Monsieur le Président de la CGEM,**

**Monsieur le Président du GPBM,**

**Messieurs les Présidents et Directeurs Généraux,**

**Honorable assistance,**

Je voudrais commencer tout d'abord par remercier les organisateurs pour leur invitation et les féliciter pour cette initiative. Certes, la question de l'investissement a toujours été d'actualité dans notre pays, mais elle l'est davantage dans cette ère post-covid marquée par une succession de crises et de chocs invraisemblables.

Les séquelles de la pandémie s'imbriquent avec les implications du conflit en Ukraine, dont notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement, l'accélération de l'inflation, et comme corollaire, une hausse des taux, un durcissement des conditions de financement, un ralentissement de l'activité économique, et tout récemment, l'enclenchement de ce qui pourrait devenir une crise bancaire aux Etats-Unis.

Tout cela vient se recouper avec des changements de paradigmes déjà à l'œuvre, liés à la transformation digitale, la fragmentation géopolitique, ainsi que la montée du souverainisme économique et des exigences en matière climatique.

C'est dans cet environnement externe globalement défavorable et incertain que l'économie nationale est appelée désormais à évoluer.

Jusqu'à présent, même si ses performances structurelles restent en deçà des espérances, nous ne pouvons que saluer la résilience notable dont elle fait preuve, fruit d'efforts de réformes depuis plusieurs années.

Cette conjoncture complexe nous amène à des arbitrages encore plus difficiles. Au plan de la politique monétaire, nous avons augmenté le taux directeur pour prévenir tout désancrage des anticipations et l'enclenchement de spirales inflationnistes auto-entretenues. Certes, ces décisions peuvent avoir des impacts indésirables à court terme, mais le coût de non-action est largement plus élevé à moyen et long termes. A cet égard, l'unanimité au sein des communautés financière et académique est claire, il ne peut y avoir de croissance durable et inclusive sans stabilité macroéconomique, en particulier celle des prix. Ce constat est valable de manière plus générale pour toute réforme nécessaire, la reporter ne ferait qu'accentuer sa difficulté et alourdir son coût économique et social.

Aujourd'hui, devant un agenda de réformes chargé et des pressions sur les ressources de l'Etat, le grand défi est d'opérer un saut qualitatif de l'investissement privé au bénéfice de la croissance et de la création d'emplois.

A Bank Al-Maghrib, cet objectif n'a jamais été absent de notre action. Nous poursuivons en effet les efforts dans tous nos domaines d'intervention en faveur notamment de la TPME pour faciliter son accès au financement à travers des programmes dédiés et la diversification des instruments de financement. Nous travaillons de façon permanente à l'amélioration de la relation banque-client, à la promotion d'une concurrence saine, à la digitalisation des services bancaires en veillant également de très près sur la solidité du système bancaire à travers la mise en œuvre de règles prudentielles en ligne avec les standards internationaux, ...

**Mesdames et Messieurs,**

Malgré le contexte externe difficile, nous n'avons d'autre choix que d'œuvrer à l'accélération du rythme de développement de notre pays, capitalisant dans cela sur les avancées réalisées et les chantiers initiés sous le leadership de Sa Majesté Le Roi.

Nos atouts sont la stabilité politique, un agenda de réformes important, un environnement des affaires largement assaini, un système bancaire solide et compétitif ainsi qu'un positionnement international privilégié.

C'est à la faveur de ces atouts que notre pays engrange des succès notables. J'évoquerai la sortie de la liste grise du GAFI, l'attractivité comme l'illustrent le volume annuel des IDE et le succès de la dernière émission du Trésor, la

confiance des institutions internationales comme en témoignent l'accueil des Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale en octobre prochain et, nous l'espérons, l'octroi dans quelques jours par le FMI de la Ligne de Crédit Modulable qui constitue une consécration « de la solidité des cadres de politique économique et du bilan du Maroc ».

**Mesdames et Messieurs,**

Pour consolider les avancées et réaliser les objectifs que s'est fixés notre pays, il est impératif que toutes les parties prenantes fassent converger ensemble leurs actions et leurs efforts. Cela ne peut se faire qu'à travers le dialogue permanent, le suivi régulier et l'évaluation ; le tout en synergie et dans un esprit constructif loin de toute surenchère et invective.

Dans ce sens, BAM s'engage à renforcer son rôle de conciliateur comme elle a fait en 2016 et en 2019 lorsqu'elle a réuni les représentants de l'entreprise avec le système bancaire et plus récemment lorsqu'elle a organisé plusieurs rencontres entre les représentants de la Nation et les présidents des banques.

L'objectif reste le même, celui d'un véritable décollage économique et social, qui n'est d'ailleurs pas hors de portée après l'exploit que notre pays a pu réaliser sous l'impulsion et les orientations de Sa Majesté le Roi lors de la crise pandémique.

Je vous remercie.